

CANAL + ... MAIS MOINS D'INFOS

TÉLÉ / APRÈS AVOIR OFFICIELLEMENT RENONCÉ À L'**IMPERTINENCE**, LA CHAÎNE CRYPTÉE LAISSE TOMBER LE **JOURNALISME** (P.3).

CANAL RÉINVENTE L'INFO



ET AUSSI

- ➔ **EADS** : le retour de Jean-Paul Gut (p.5)
- ➔ **Sarko au Maroc** : l'agenda off (p.11)

MIRACLE À KANDAHAR

L'armée de l'air française a très récemment déménagé, comme prévu, les 6 Mirage opérant dans le cadre de la coalition alliée en Afghanistan. Basés depuis fin 2001 à l'aéroport excentré de Douchanbé (Tadjikistan), les chasseurs intervenaient sur tout le territoire afghan sous le contrôle du centre des opérations américain installé au Qatar. Les six avions tricolores sont désormais parqués sur la base américaine de Kandahar, au sud de l'Afghanistan. Un rapprochement symbolique avec l'aviation américaine, qui a de menus avantages : des frais de carburant et de personnel en moins. Le chef d'état-major des armées, le général Jean-Louis Georgelin, qui compte ses sous pour ses opérations extérieures, a fait les calculs : l'armée française fait ainsi une économie de 50 postes grâce à ce déménagement. Et personne n'avait eu l'idée plus tôt ? ①

EADS : L'AUTRE RETARD

Les coûteux retards de production du gros porteur A 380 ne sont pas les seuls malheurs qui frappent le groupe aéronautique EADS. Le programme de l'avion de transport militaire A 400M subit aussi un joli dérapage, qui n'a pas fait les gros titres des journaux, mais n'en est pas moins réel. Le groupe a d'ailleurs averti ses clients et actionnaires, le 17 octobre, que les premières livraisons « devraient désormais intervenir six mois après la date initialement prévue, avec un risque d'un report supplémentaire pouvant aller jusqu'à six mois ». C'est une manière de prévenir tout le monde que l'A 400M risque d'avoir jusqu'à 12 mois de retard. La mise au point du moteur et des systèmes de pilotage semble poser quelques problèmes. Encore plus prudent, le président exécutif d'EADS, Louis Gallois, a confié au ministre de la Défense Hervé Morin qu'il « espérait » que le retard de livraison de l'A 400M serait « inférieur à un an ». Gallois n'exclut donc plus que ce retard dépasse les 12 mois... ①

DESPERATE DIPLOMATES

Grosse angoisse commune à l'Élysée et au Quai d'Orsay. Une série américaine, sur le mode de *Desperate Housewives*, pourrait voir le jour et narrer... le quotidien des palais des chefs d'État africains. Donc égratigner quelques blanches colombes de la diplomatie française, que l'on sait fort friandes des salles d'attente des potentats du continent. Le temps que la série se tourne et arrive en France, les habitudes auront peut-être changé... ①

SOMMAIRE

FRANCE

- 5 ➔ EADS : droit au Gut
- 6 ➔ Olivennes, la morale et les charges
- ➔ La croissance se prend un Rato
- 7 ➔ La Cour des comptes passe la Défense au Kärcher



LAURENT LE MAGNIFIQUE | 8

MONDE

- 11 ➔ L'agenda off de Sarko I^{er} au Maroc
- 12 ➔ Tunisie / l'Imed, le jet-setteur ➔ Algérie-Libye / Chamailleries atomiques
- 13 ➔ Quand Papa Bongo fait l'aumône à Bourgi
- 14 ➔ Noël Godin / « C'est de ne vouloir pas assez aimer que nous mourons »
- ➔ Prince Pokou / Habana



ALGÉRIE, DES ATOMES CROCHUS | 9

PLUS

- 15 ➔ Livres / « Des jouets dans la gueule des états » ➔ « Col Blanc », la crise en noir et blanc
- 16 ➔ Procès Colonna : le scoop que le bon Samari tint

La Balkanyisation de l'Afrique

Parent presque pauvre de la Sarkozie, Patrick Balkany n'a eu droit à aucun poste, après le sacre de l'ami Nicolas. Seul privilège accordé : une carte grand voyageur. Le maire de Levallois a d'abord eu droit de siège dans les périples libyen, sénégalais et gabonais de sa seigneurie Sarko I^{er}. Histoire de faire les présentations. Depuis, le bon Patrick vole de ses propres ailes vers l'Afrique, car « il l'aime et veut l'aider ». Et le zig se fait épauler. Premier copain de cordée, le patron du nouveau magazine *l'Essentiel*, Laurent Taieb. Le temps d'un petit cocktail au Georges V en juillet dernier, et une amitié est née, autour d'une passion commune, l'Afrique. Mieux, les deux loustics ont également copiné avec le clan Forrest. Georges le père, citoyen belge, consul honoraire de France au Katanga et plus grand entrepreneur du coin (à la réputation contrastée), les a gentiment invités à venir lui faire un coucou au Congo-Kinshasa. Une requête honorée à la mi-octobre : une boucle Katanga-Kinshasa-Brazzaville pour Balkany et Taieb, avec un crochet par Bangui le 19 octobre

dernier. Une petite rencontre avec le président François Bozizé, orchestrée par le sémillant Philippe Solomon-Hababou, consul de Centrafrique en Israël – spécialisé dans « l'agriculture, les armes et le diamant » (sic) – et le conseiller spécial sécurité du président centrafricain, le Rwandais Fabien Singaye. « Balkany avait un message de Sarkozy pour Bozizé ». Et peut-être quelques « besitos », comme écrit sa femme Isabelle à sa copine Cécilia ? Sympa, Georges Forrest a prêté son avion Falcon pour l'escapade. Le zinc a déposé tout ce beau monde, Singaye, Solomon, Taieb et Balkany à Paris. Juste à temps pour assister à la finale de la coupe du monde de rugby le 20 octobre. « Une sarambade africaine qui rappelle celle de la bande à Pasqua », grince un fin connaisseur. À un détail près. Balkany aime à réunir ses ouailles au fort chic restaurant parisien l'Apicius. Une faute de goût, presque une trahison, quand l'ancien bras droit de M. Charles, William Abitbol, tient une table cossue près du Palais-Royal : Chez Alfred... ✱

XAVIER MONNIER

CANAL+ ■■■

MAIS MOINS D'INFOS

TÉLÉ DEPUIS LES PRÉSIDENTIELLES, UN VENT DE **CENSURE** ET DE RÉVOLTE SOUFFLE À CANAL PLUS. **DÉCODAGE.**

« **H**ier, l'information à Canal était un contre-pouvoir, aujourd'hui c'est l'ORTF dans sa version la plus ringarde », débraye écœuré un journaliste de la chaîne. Depuis les présidentielles, les règles de C+ en matière d'information ont bougrement changé : interdiction de mener certaines enquêtes, contrôle tout azimut des rédactions et grand nettoyage à sec des empêcheurs de tourner en rond. Bilan : « Ici, l'info à Canal on l'appelle « l'info Canada dry » : ça ressemble à du journalisme, ça a la couleur du journalisme, mais ce n'est plus du journalisme ! », résume un ancien de la SDJ (Société des journalistes). Ça balance à Canal, et ouvrez vos esgourdes, c'est pas fini ! Depuis les élections, des émissions traitant de politique ont reçu une drôle de consigne : touche pas à Sarko ! La direction a mis un rédacteur en chef au parfum en ces termes : « Vous ne vous attaquez pas à Sarkozy pendant au moins six mois, il faut attendre que l'état de grâce passe ». Bilan, une enquête sur « Les dessous de la libération des infirmières



Bertrand Méheut,
Président de
Canal+ : « Mais,
euh... » ➔

➔ SUITE PAGE SUIVANTE

CANAL+ | SUITE

bulgares par Cécilia » est rembarquée. Refus catégorique du big boss sous prétexte que le sujet ferait « *Trop TF1* »... Rebelote avec une autre enquête portant sur le groupe international de Vincent Bolloré, ami de 20 ans de Nicolas Sarkozy. Détail amusant, cette fois la di-

En deux ans, la direction a verrouillé les circuits de fabrication de l'information, plus rien ne lui échappe. « Un long processus d'étouffement », précise un ancien de l'émission 90 Minutes

rection pense que « le sujet n'intéresserait personne puisqu'il porte en partie sur l'étranger ». On ne le saura hélas jamais, l'enquête est illico presto partie rejoindre sa petite sœur bulgare aux oubliettes. « Comme on ne peut plus traiter ni de politique intérieure, ni des grandes entreprises, notre champ d'investigation commence à sérieusement se réduire, et avec, notre liberté. » Note, non sans cynisme, un journaliste.

Évincer des enquêtes sous prétextes marketing est très « tendance » en ce moment à Canal+. Tous les journalistes sont logés à la même enseigne, les plus contrariés étant ceux de Dimanche+. Présentée par Laurence Ferrari, l'émission politique a remplacé Le vrai journal de Karl Zéro, la liberté d'expression en moins ! « À chaque fois qu'on a essayé d'enquêter sur des sujets trop sensibles, comme sur le patrimoine de Nicolas Sarkozy par exemple, on s'est heurté à une fin de non-recevoir. La direction avance toujours les mêmes arguments fallacieux "Ça n'intéresse personne", "C'est trop anxigène", "Ça ne fera pas d'audience" », déplore ulcéré un membre de l'équipe. « Résultat, on s'autocensure. En réunion, on ne propose même plus de sujets qui dérangent, c'est l'endormissement général. On est juste autorisé à traiter des petites phrases politiciennes, on a le droit d'être faussement impertinent,

mais pas dérangeant. Ici, le marketing a tué le journalisme ».

Une nouvelle politique marketing, et de contrôle, aussi. En deux ans, la direction a verrouillé les circuits de fabrication de l'information, plus rien ne lui échappe. « Un long processus d'étouffement », précise un ancien de l'émission 90 Minutes. « Le nœud a commencé à se resserrer juste après la diffusion du reportage sur la Côte d'Ivoire en février 2005. On avait tourné des images uniques prouvant que l'armée française avait violemment réprimé les manifestations d'Abidjan. Pour la petite histoire, Michèle Alliot-Marie, alors Ministre de la Défense, avait gracieusement pu visionner le reportage avant même sa diffusion. Bertrand Meheut, l'ancien directeur de C+, lui aurait fait parvenir la k7 via son chauffeur personnel. La rediffusion a été censurée. Suite à ce reportage, deux autres, un sur Barroso, l'autre sur Sarkozy, étaient passés à deux doigts de la censure. Mais, avec la Société Des Journalistes, on s'était battu et le sujet était finalement passé. Et après, tout a changé ! »

Dans les jours qui suivirent l'émission, Rodolphe Belmer a mis en place Le Comité d'Investigation. Une petite trouille qui interdit dès lors toute enquête d'être lancée, tout reportage d'être diffusé, tout communiqué de presse d'être envoyé sans l'approbation express du Comité. Un Comité où les journalistes sont en ultra-minorité. Y siègent : le directeur marketing le directeur financier, le service juridique, le directeur des programmes et trois journalistes. « C'est un niveau de contrôle inimaginable qui nous a mis dans l'impossibilité de déclencher une enquête », souligne un ancien journaliste de 90 minutes. « C'est comme ça qu'un reportage sur Pasqua a été tout bonnement trappé. Depuis le Comité « d'Investigation » a changé de nom, aujourd'hui il s'appelle Comité de « Direction », ça a au moins le mérite de recouvrir la vraie réalité, la messe est dite ! ».

Une messe, et son éloge funèbre : un an après la mise en place du Comité, la direction monte d'un cran. En mai 2006, Canal annonce la fin du Vrai journal; deux mois après, c'était au tour de 90 minutes de rendre l'âme et l'antenne. Pour tout le métier, la pilule est amère, car en déprogrammant ces émissions, la direction prive les autres journalistes de pouvoir se défendre : « Tant que des journalistes étaient salariés, ils pouvaient se battre en interne avec l'aide du syndicat, la SDJ. Mais maintenant que la place est nette, plus de 90 minutes, plus de Vrai journal, bref plus de contre-pouvoir. La chaîne a trouvé un truc extra pour clouer le bec aux emmerdeurs ! »

Le « truc extra » pour décourager les journalistes de crier au scandale à chaque fois qu'un sujet est refusé, c'est « l'externalisation ». Un terme peu

sympathique mais efficace : « Canal fait appel à des boîtes de production pour fabriquer les reportages et les émissions (Dimanche plus, Jeudi investigation, Faites passer l'info...) » Et s'il y a un problème, la direction fait clairement comprendre qu'elle peut aller commander ailleurs ! Par exemple, Paul Moreira, l'ex-rédacteur en chef de 90 minutes a été externalisé, comme John Paul Lepers et Karl Zéro. En leur achetant des documentaires, Canal continue à exploiter leur image de journalistes audacieux. Mais en cas de désaccord, ils ne peuvent plus se battre sans perdre leur gagne pain. « Dans une interview, Bertrand Méheut disait qu'à Canal l'impertinence c'était fini, il fallait lire, à Canal, le journalisme c'est fini », conclut un de ces journalistes « externalisés ».

90 minutes, Le vrai journal tombent à l'eau... Qu'est ce qui reste ? La remarquable émission d'enquête ex-Lundi Investigation, rebaptisée depuis la rentrée Jeudi investigation. Et c'est justement là où le bât blesse. En changeant l'émission

Le « truc extra » pour décourager les journalistes de crier au scandale à chaque fois qu'un sujet est refusé, c'est « l'externalisation ».

de nom, mais aussi d'horaire et de jour, on murmure que la chaîne veut plomber l'émission, avant de la déprogrammer. Déjà l'émission boit la tasse, ces modestes changements lui ont fait perdre deux tiers de ses téléspectateurs ! Une audience en chute libre, un prétexte rêvé pour les débarquer. « Peut-être que C+ va retenir la leçon », espère encore un ancien du Vrai Journal. « Quand tu supprimes la liberté des journalistes, les gens regardent moins. La direction pensait pouvoir surfer longtemps sur l'image de contre-pouvoir construite par Le Vrai journal, 90 Minutes et John Paul Lepers. Et bien c'est raté ! En terme purement économique, puisqu'il n'y a plus que ça qui compte, ils ont détruit de la richesse, et ça ils ne l'avaient pas prévu ! ».

Cette semaine, la chaîne a diffusé le dernier volet d'une fiction politique sur « l'Affaire Elf ». C'est comme ça maintenant à Canal, l'information c'est de la pure fiction ! *

LINE AULEHAUME

EADS: droit au Gut

AFFAIRE LE PATRON D'**AIRBUS**, LOUIS GALLOIS, NE PEUT SE PASSER DE SON EX-MEILLEUR VENDEUR, **JEAN-PAUL GUT**

Désormais seul Président d'EADS et d'Airbus, Louis Gallois a assurément démontré qu'il était un champion de la communication. Ancien dirigeant d'aérospatiale, et membre historique du conseil d'administration d'EADS lorsqu'il succède à Noël Forgeard, Gallois va patienter jusqu'à octobre 2007 alors que la quasi-totalité de l'état-major du groupe est soupçonnée de délit d'initié, pour proposer dans une belle interview au Monde (9 octobre) : « la suppression totale des stocks options », un « système contestable qui s'apparente à une loterie », au profit « d'un mode de rémunération plus transparent ». Succès médiatique assuré ! Dans la même interview, Gallois – prudent – évoque le cas des initiés présumés mais c'est pour déplorer que « la présomption d'innocence et la confidentialité de l'instruction n'aient pas été respectées ». Bref, comme

ça, tout le monde il est content. Ou presque. Car nul n'est prophète en son pays, et en interne, ces spectaculaires manifestations d'auto-promotion commencent à lasser : « Gallois fait de la com', de la politique, mais pas de l'industrie » s'exaspère un cadre important du groupe qui rapporte que le patron EADS a été rebaptisé « Chamberlain » pour son aptitude et son désir de complaire à tout prix à « se mettre à la botte des Allemands ». Et d'évoquer un exemple récent de cet « état d'esprit munichois » avec la nomination il y a quelques semaines à la tête de la filiale d'Eurocopter en Australie d'un Allemand ancien dir-cab d'Enders à EADS.

Autre sujet de vif mécontentement évoqué le fameux plan d'austérité « Power 8 » et les frais de missions. Seuls les cadres français auraient été mis à la diète tandis que les Allemands « continuent eux à voyager en 1^{ère} classe ». Dans ce contexte, le retour de Jean-Paul Gut pourrait bien mettre le feu aux poudres. Grand manitou des ventes à Airbus, « ami d'enfance » d'Arnaud Lagardère, Gut a officiellement quitté le groupe EADS au printemps dernier, pour désaccord sur la façon « d'aborder efficacement les défis à venir » avec Gallois. Incidemment Gut fait aussi partie des 21 hauts dirigeants d'EADS soupçonnés par l'AMF de délit d'initié.

Lors de ce départ, très commenté, Gut a empoché 2,8 millions d'euros d'indemnités. Ainsi justifiés par l'intéressé : « 24 mois de salaire pour 24 ans d'ancienneté. EADS applique strictement les dispositions de mon contrat de travail » et de préciser encore : « Je n'ai ni clause de non-concurrence, ni parachute doré ». Il a depuis fondé à Londres sa société de conseils. Dans l'aéronautique of course. Avec pour client principal Airbus *naturlich* : « Avec un contrat de consultant en or de 130 000 euros par mois ! », assure une première gorge profonde à Bakchich. Un contrat visé par Gallois en personne croit savoir une seconde, indiscrete.

MICHEL OUSSEUGA

À LIRE AVEC PASSION
SUR BAKCHICH.INFO

- ☞ Et la France réinventait l'expulsion aérienne
- ☞ Fadela Amara : des vacances pas dégueulasse
- ☞ Ensemble, réhabitions BHL
- ☞ Boulin reprend un coup de pelle

↓ BRÈVES
& CAUCHEMARS

NON, NON, MARTINON !

C'est loin d'être gagné à Neuilly pour David Martinon. Le porte parole de l'Élysée, ancien chouchou de Cécilia, imposé comme tête de liste aux municipales par Nicolas Sarkozy, se heurte à de vives résistances parmi les vieux crocodiles neuilléens, supposés le soutenir mais qui n'en pensent pas moins. Ainsi dans les coulisses du conseil municipal le scénario d'une élection « à la Pasqua » creuse son sillon. A savoir celle d'une élection du maire à « bulletin secret » comme la loi le permet. Un cas de figure qui permettrait, ni vu ni connu, d'élire une personnalité plus enracinée, telle Françoise Descheemaeker, l'adjointe aux affaires culturelles dont le nom circule beaucoup. De quoi rappeler quelques souvenirs à Sarkozy. En 1983, il avait ainsi soufflé au dernier moment l'investiture et la mairie à Charles Pasqua.

UN SARKOBOY CHEZ ENDEMOL

La société de production qui a lancé la télé réalité en France, Endemol, sait où trouver des experts en la matière. La nouvelle patronne de la filiale française de ce groupe néerlandais, Virginie Calmels, qui vient de succéder à Stéphane Courbit, vient de faire une offre sonnante et trèsbuchante à Franck Louvrier, chef du service de presse de Sarkozy à l'Élysée. Louvrier, quelque peu éclipsé par l'étoile filante David Martinon, le porte-parole omniprésent, chercherait à se recaser. Il n'aurait pas encore décidé, même s'il y pense fortement. Byebye la telenovela « Cécilia et Nicolas », bonjour la Star Ac.

EXCEPTION CULTURELLE & SPORTIVE

L'Equipe Magazine ne faillit pas à sa tradition cocardière. L'hebdomadaire sportif a gentiment attendu l'élimination de l'équipe de France de rugby pour dévoiler son joli scoop du 20 octobre dernier révélant les enquêtes fiscales visant le sélectionneur, et désormais secrétaire d'État aux Sports Bernard Laporte. L'information et l'article étaient pourtant prêts depuis début octobre, soit deux semaines avant la défaite française face à l'Angleterre. Et les confrères anglais qui ont suivi la Coupe du Monde se sont un peu étonnés de savoir que les gratte-papiers français ont conservé une info au chaud « pour préserver l'intérêt supérieur de la nation ». Les Grand-Bretons ne comprendront jamais l'exception culturelle...



↑ Jean-Paul Gut

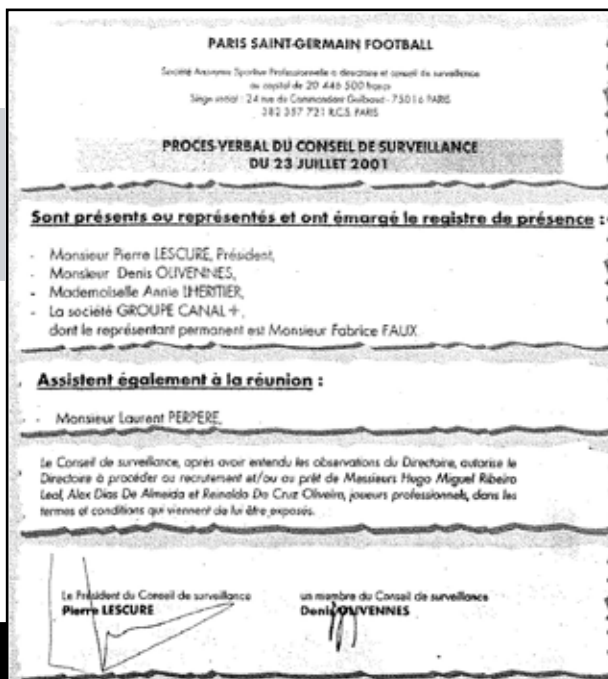
➔ LE COIN DU FISCALISTE PINAILLEUR

Olivennes, la morale et les charges

Il y a parfois dans la presse quotidienne des documents publiés qui font plaisir à lire. Ainsi le *Parisien* du 11 octobre 2007 publiait un article intitulé : « Le PSG n'a pas fini d'ennuyer Canal + ». On y apprenait qu'un conseil de surveillance du PSG avait validé en 2001 le recrutement de trois joueurs et les conditions financières de ces recrutements (les officielles et les officieuses) et fournissait la copie du procès verbal du conseil de surveillance. Bien sûr, qui dit conditions officieuses dit soustractions de sommes importantes à la sagacité de l'Urssaf et du fisc ! Et sur ce document avalisant ces pratiques frauduleuses, à côté de la signature de Pierre Lescure, l'ancien PDG de Canal + qui, interrogé par le *Parisien*, bien évidemment ne se souvient plus de rien, on trouve la signature de Denis Olivennes !

Le document du PSG tel que publié dans le *Parisien*

Qu'insinuez-vous ? Denis Olivennes aurait cautionné de telles pratiques sans les dénoncer ? Vous parlez bien de Denis Olivennes, le patron de la FNAC, le pourfendeur du téléchargement illégal, le membre éminent des Gracques, ces refondateurs d'une gauche morale Modernisée à haute valeur ajoutée, ce même Denis Olivennes, lui qui nous fait si facilement la morale, aurait laissé passer et une fraude sociale et une fraude fiscale... Je ne peux le croire ou alors à l'insu de son plein gré ! *



➔ SUR **BAKCHICH.INFO**

LES FOLLES AVENTURES DE DENIS OLIVENNES À LA FNAC

La croissance se prend un Rato

FMI POUR L'ANCIEN PRÉSIDENT DU FMI, RODRIGO RATO, LA CROISSANCE AMÉRICAINE EST **SURÉVALUÉE**

Le 22 octobre s'est achevé à Washington l'assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs du FMI et de la banque mondiale. Événement traditionnel qui a pris cette année un tour particulier dans la mesure où il marque la fin voulue du mandat de l'Espagnol Rodrigo Rato à la tête du FMI. Tout le monde se souvient que la raison du départ prématuré de Rato est sa soudaine volonté de se consacrer très précisément à l'éducation de ses enfants. Pourtant, d'aucuns soulignent que depuis l'assemblée générale du Fonds à Singapour en septembre 2006, il peste contre les dirigeants américains et leur politique économique. Depuis un an, le FMI ne cesse de revoir à la baisse les prévisions de croissance de l'économie mondiale et singulièrement de l'économie américaine. Éléments plutôt surprenant, ces révisions à la baisse portent non seulement sur les années à venir mais encore sur la période écoulée. La croissance de 2006 qui avait été annoncée triomphalement

à Washington en début 2007 comme encore supérieure à 3% avec un taux de 3,3 est désormais estimée à 2,9% et certains experts n'hésitent pas à dire que ce taux est probablement trop élevé par rapport à la réalité. Au FMI comme à l'OCDE, il est de plus en plus souvent évoqué l'idée que tous les chiffres sur la croissance américaine de ces dernières années sont faux et largement excessifs et que le différentiel de croissance affiché vis-à-vis de l'Europe n'a en fait aucun sens. Et pour le futur, Rato ne se prive pas de dire que les États-Unis courent à la récession avec une croissance qui sera en 2007 de 1,8% - le même taux que la France devenue la lanterne rouge de l'Europe - et qui sera à peine positive en 2008.

Cause de cette situation, le maintien du déficit extérieur américain qui diffuse à la surface de la planète des dollars dont tout le monde veut aujourd'hui se défaire. Résultat, Rato a affirmé solennellement que le dollar est encore surévalué et qu'il va continuer à baisser

par rapport à l'euro. En Europe, tout le monde s'en accommode, voir même s'en réjouit alors que le pétrole frise les 100 dollars le baril.

Il n'y a guère qu'à Paris que l'on continue à s'en affliger. Encore que ! Lors de la dernière réunion des ministres des Finances du G7, répondant à une remarque du ministre allemand sur le fait que personne ne peut vraiment prendre au sérieux ce que Paris raconte sur la BCE, Christine Lagarde a fait une moue révélatrice du fond de sa pensée. Francfort comme bouc émissaire de l'inertie parisienne est bien commode.

En tous cas, au FMI, on n'hésite pas à dire que le vrai coupable, c'est Washington, ses déficits et son dollar flageolant. Pour Rato, tout cela est désormais de l'histoire ancienne. Il a d'ailleurs eu cette phrase forte dans son discours du 22 octobre : « Je trouve très encourageant qu'un consensus se dégage sur les réformes fort délicates auxquelles chacun doit apporter une contribution importante. Je crois que, lorsque M. Kane, qui s'exprimait au nom du Groupe africain, nous a rappelés aujourd'hui à l'exigence "d'agir dans un esprit de compromis pour parvenir à un consensus", il a très bien résumé ce que nous avons fait jusqu'à présent et ce que nous devons certainement continuer de faire au cours des douze mois qui viennent ».

Même dans un Parti Communiste des années 50, on maîtrisait moins bien la langue de bois...! *

MATTHIEU ADENIL

La Cour des comptes passe la Défense au Kärcher

URBANISME LA COUR DES COMPTES ÉPINGLE DANS UN RAPPORT LES DISFONCTIONNEMENTS DE LA **GESTION** DU QUARTIER FRANCILIEN DE LA DÉFENSE.

La Cour des comptes a pondu un rapport détonnant sur l'établissement public d'aménagement de la Défense (EPAD), omni-présidé jusqu'à récemment par Nicolas Sarkozy, épaulé dans son action par le méphistophélien Bernard Bled. La Cour a scruté les activités de l'EPAD de 1997 à 2005. « Absence de suivi des engagements pris par les pouvoirs publics » (traduction : la gabegie perdure depuis 20 ans), « ambiguïtés » et « irrégularités » dans « le financement des opérations » et « la conclusion des marchés », « permanence du déficit d'exploitation », « présentation des comptes (...) toujours pas conforme aux lois » avec de « nombreuses anomalies comptables »... N'en jetez plus, la coupe déborde. La com-

mission des finances du Sénat a donc entendu le Directeur général de l'EPAD, Bernard Bled, le 4 octobre. « Depuis mon arrivée (septembre 2004) et celle de Nicolas Sarkozy (président de l'EPAD

La Cour a scruté les activités de l'EPAD de 1997 à 2005. « Absence de suivi des engagements pris par les pouvoirs publics », « ambiguïtés » et « irrégularités » dans « le financement des opérations » et « la conclusion des marchés »...

d'avril 2005 à décembre 2006), nous nous sommes employés à régler ce problème », a juré Bled.

Créé en 1958, l'EPAD a fait de la Défense, aux portes de Paris, le plus gros quartier d'affaires d'Europe. Le « Manhattan

français », selon les termes de son actuel président Patrick Devedjian, également patron du conseil général des Hauts-de-Seine et secrétaire général de l'UMP, affiche trois millions de m² de bureaux installés dans des tours accueillant 1500 sièges sociaux et 170 000 salariés. Mais ce patrimoine accuse son âge. Sarkozy a donc lancé en 2005 un « plan de renouveau » prévoyant la création de 450 000 m² de

bureaux et 100 000 m² de logements (si, si, 20 000 personnes habitent déjà le quartier).

Lors président de l'EPAD n'a pas eu de mal à convaincre l'autorité de tutelle, le ministre de l'Intérieur Sarkozy. Ce plan de renouveau doit durer jusqu'en 2013. Or l'EPAD, dont la disparition avait d'abord été annoncée pour 2007 avec transfert de la gestion du quartier aux communes l'accueillant sur leur territoire (Puteaux et Courbevoie, plus marginalement Nanterre), a été prolongée par un décret d'octobre 2006 (signé Sarkozy) jusqu'en 2010. « Avant même la publication du décret, (cette échéance de 2010) se trouve en discordance avec la durée de la nouvelle mission confiée à l'EPAD », le fameux plan de renouveau, relève la Cour des comptes, qui « regrette que ces fluctuations se soient traduites par une gestion désordonnée et coûteuse de l'établissement ».

Pour démêler ce micmac, le sénateur Roger Karoutchi, un proche de Sarko, a fait voter début 2007 une loi visant à « clarifier et sécuriser les règles d'urbanisme applicables » à la Défense et créant un « établissement public de gestion du quartier d'affaires de la Défense », qui réunira le conseil général, Puteaux et Courbevoie, villes UMP arrosées de taxe professionnelle issue du quartier. Comme par hasard, exit Nanterre la communiste ✱

RICHARD DASSAUT

SCANDALE DE LA DÉFENSE : L'ANALYSE DE BEN LADEN



✱ SUR BAKCHICH.INFO
LE RAPPORT DE LA COUR
DES COMPTES SUR L'EPAD

Laurent le magnifique

CHRONIQUE PORTRAIT DE **LAURENT JOFFRIN**, IMMENSE JOURNALISTE **BARBICHU** QUE LE MONDE NOUS ENVIE POUR SA PRESTANCE ET SA SAGACITÉ.

Qu'on se le dise : *Libération* est un journal indépendant. Le directeur, Laurent Joffrin, l'a réaffirmé avec force à l'occasion de la sortie d'une nouvelle formule, le 15 octobre. Les Français n'ont peut-être pas compris l'ampleur de la révolution menée par Joffrin à la tête du quotidien fondé par Sartre et contrôlé aujourd'hui par Edouard de Rothschild. Or, Laurent le Magnifique est l'incarnation même du professionnalisme dans le milieu. À la tête de *Libé* puis au *Nouvel Observateur* de l'intraitable Claude Perdriel puis de nouveau à *Libé*, notre ami n'a cessé de donner des preuves de ce professionnalisme. Un exemple. Alors que les médias ont mauvaise presse – comme le confirme un sondage publié par *Libé* (16/10) –, *Libé* se lance dans l'organisation d'un

concert contre l'amendement ADN. C'est tellement ringard de publier des enquêtes et des analyses pour expliquer en quoi ce projet de Super Sarko est dangereux. C'est plus fun de réunir des people et des politiques sur une scène. Un autre exemple ? L'affaire Cécilia, Sarkozy bien sûr. La dame, comme cha-

Laurent Joffrin reste cependant un homme de gauche – c'est lui qui le dit mais il est permis de penser que c'est une rumeur.

cun sait, a finalement obtenu le divorce. *Bakchich* annonçait ici même, le 3 octobre, que c'était en cours. Vive réaction de Laurent le Magnifique, qui n'hésitait pas à tonner le lendemain, dénonçant ces sites Internet qui colportent des « rumeurs » et utilisent le conditionnel. Problème : quand *L'Est Républicain*, un vrai journal en papier, rapporte ensuite que l'annonce du divorce est imminente, *Libé* n'est pas le dernier à saisir la balle.

Il titre sur son site : « *Les Sarkozy auraient matérialisé leur séparation* ». Alors Joffrin, on utilise le conditionnel dans un grand quotidien comme le tien maintenant ? Le jour du communiqué officiel, *Libé* n'hésite pas à consacrer cinq pages à l'affaire, dont la une sous le titre « *Desperate Housewife* ». Et notre ami de reprendre ses habits de donneur de leçons : un journal publie des informations et non des rumeurs. Bien, Laurent, on le recopiera cent fois.

On a compris, le professionnalisme de Laurent Joffrin s'adapte aux circonstances. Ancien militant des Jeunesses socialistes, il a découvert la modernité. Il n'a cessé de multiplier les allers et retours entre le quotidien fondé par Sartre et le *Nouvel Obs* avant d'être placé à la tête du premier par Edouard de Rothschild, mili-

RUGBY: TF1 ENCORE PLAQUÉ

La chaîne de Bouygues s'était fait une grosse frayeur après la défaite de l'équipe de France de rugby lors de son premier match de Coupe de monde face à l'Argentine. Il faut dire qu'elle avait dépensé 40 millions d'euros pour acquérir les droits et avait dépensé une dizaine de millions pour les frais techniques. La qualification pour les demi-finales après une victoire inespérée sur les All Blacks pouvait laisser espérer un gros gain : les tarifs ont été augmentés considérablement pour les demi-finales 150.000 euros le spot au lieu de 72.000 si la France n'y était pas. Mais, patratas, l'équipe de Bernard Laporte et de Super Sarko, a échoué face à l'Angleterre. Du coup, TF1 n'a pas pu appliquer le tarif qu'elle projetait pour la finale avec les Bleus (204.800 euros) et a dû se contenter de 97.000 euros. On se propose d'organiser une quête ✱

P.L.

Laurent
Joffrin ↓

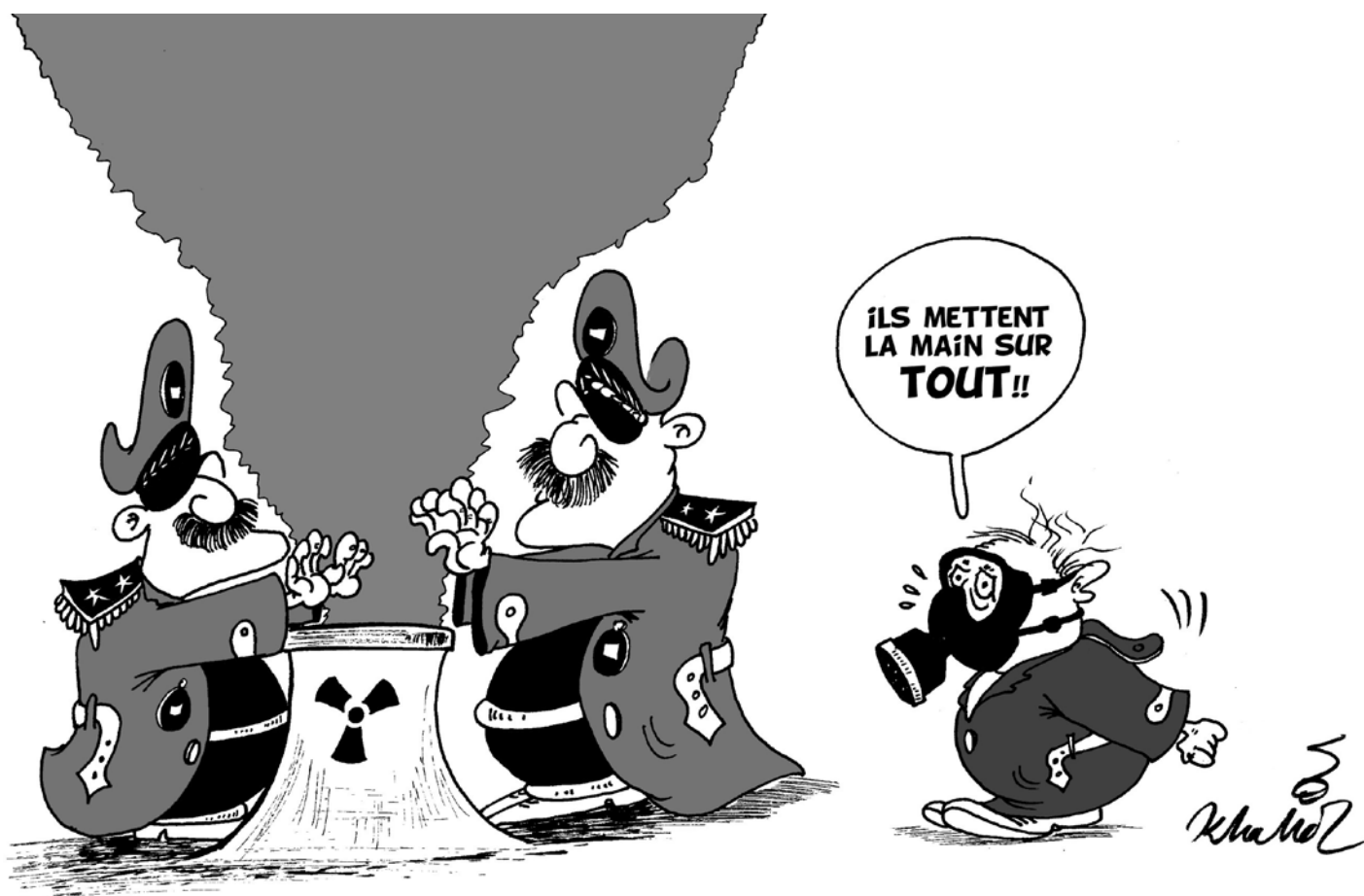


tant de gauche bien connu qui passait ses vacances avec un certain Nicolas Sarkozy il n'y pas si longtemps. Les mauvaises langues assurent que Joffrin est allé à plusieurs reprises diriger l'hebdo de Perdriel pour gagner un peu d'argent. C'est mesquin. D'abord, Laurent le Magnifique ne cherche que la vérité journalistique. Ensuite, avec Rotschild, il n'aura plus de problème de fin de mois.

Il reste cependant un homme de gauche – c'est lui qui le dit mais il est permis de penser que c'est une rumeur. Il veut moderniser la gauche. Quelques mois avant la présidentielle, il a d'ailleurs publié un livre titré *La gauche Bécassine* pour expliquer que le PS devait se moderniser. Il a monté aussi un club avec des patrons qui se disent de gauche pour réfléchir. Il ne dédaigne pas animer à l'occasion des colloques. Sans doute par amour des débats.

En attendant, il veut moderniser *Libé* qui a adopté une nouvelle formule il y a peu. *Libération* « a toujours été un journal résolument moderne, accompagnant les changements de la société » a dit notre ami au *Monde* (5/10) avant d'ajouter « *Libération doit être une sorte de laboratoire d'avenir, un journal qui diffuse de l'énergie plus que de l'angoisse, avec un ton plus simple, plus généreux, plus ouvert, plus optimiste* ». À force d'être moderne, notre ami marche sur les traces de feu Marcel Dassault, qui voulait faire un journal de l'actualité heureuse ✱

PAUL LITZER



ALGÉRIE, DES ATOMES CROCHUS

SÉCURITÉ ÉTATS-UNIS, ISRAËL, ROYAUME-UNI... LE CAMP DES ANGLO-SAXONS ET SES SYMPATHISANTS S'INQUIÈTENT DE NOUVEAU DES **AMBITIONS NUCLÉAIRES** DE L'ALGÉRIE.

Le nucléaire algérien est une affaire sensible. Depuis 1991 et l'expulsion de l'attaché militaire britannique surpris en train de photographier le site de Aïn Oussera, dans le Sud algérien, le dossier revient régulièrement sur le devant de la scène. Cela fait quelques semaines que la presse israélienne tente de mobiliser la communauté internationale au sujet des dangers d'une bombe nucléaire algérienne qui ferait de ce pays une contrée aussi dangereuse que l'Iran.

C'est notamment le cas du grand quotidien de gauche *Haaretz* et du *Jérusalem Post*, proche des milieux conservateurs

américains. Même topo au Royaume-Uni où l'hebdomadaire *The Economist* est revenu dans le détail sur le programme nucléaire algérien en soulignant les risques de prolifération au sein du monde arabe. Cerise sur le gâteau, à la mi-septembre, des fuites dans le *Washington Times*, aux États-Unis, faisaient enfin état d'informations des services secrets israéliens indiquant que l'Algérie aurait acheté un réacteur à la Chine.

Face à cette campagne de presse, Alger a préféré prendre les devants. Fin septembre, une réunion a été organisée autour du Premier ministre. Étaient conviés : le ministre de l'Intérieur, celui de l'Énergie et des Mines, le ministre de la Défense et le directeur du commis-

sariat à l'énergie atomique, Mohamed Derdour. Le général-major Mohamed Médiène, plus connu sous le surnom de « Tewfik » et véritable patron de l'Algérie, a rejoint les participants un peu plus tard pour livrer l'analyse de ses services quant aux articles de presse précédemment cités ainsi que de leurs éventuelles suites. L'Algérie n'a jamais fait mystère de son intention de s'équiper, avec l'aide de plusieurs pays (Chine, Afrique du sud, Argentine et Russie) de centrales nucléaires à des fins civiles, comme énergie de substitution. Depuis que le pouvoir algérien est redevenu fréquentable et le pays solvable, de nombreux

➔ **SUITE PAGE SUIVANTE**

NUCLÉAIRE ALGÉRIEN | SUITE

États se précipitent pour proposer leurs services dans ce domaine. Dont la France par l'intermédiaire de Nicolas Sarkozy qui, cet été lors d'une visite rapide, a proposé de vendre la technologie nucléaire française. Récemment, les services de renseignement hexagonaux ont égale-

sons tant diplomatiques que politiques. La Maison-Blanche veut que le gouvernement algérien aille plus vite et plus loin dans les réformes économiques, notamment dans le domaine des hydrocarbures. Par ailleurs la campagne d'attentats de ces derniers mois (200 morts en septembre), inquiète des

L'Algérie n'a jamais fait mystère de son intention de s'équiper, avec l'aide de plusieurs pays (Chine, Afrique du sud, Argentine et Russie) de centrales nucléaires à des fins civiles, comme énergie de substitution.

ment fait passer un memorandum dans lequel ils assurent que l'Algérie ne peut, seule, parvenir à élaborer une bombe sans le concours de pays qui maîtrisent cette technologie. Mais, à Washington, on voit des bombes partout et les faucons américains réclament des visites surprises d'inspection. Ce qui, au passage, est déjà le cas et elles sont nombreuses puisque l'Algérie a signé le Traité de non-prolifération nucléaire en 1995.

Selon différentes sources, à Alger, on s'estime être dans le collimateur des États-Unis pour des rai-

Américains toujours prompts à parler de « bombe islamique ». Enfin, pour ne rien arranger aux yeux de Washington, la puissance financière de l'Algérie lui permet dorénavant d'envisager des transferts de technologie sans renoncer à son autonomie politique.

En d'autres termes, le cas algérien est nouveau et atypique. Il n'a rien à voir avec l'Égypte qui ambitionne de se doter d'une bombe nucléaire mais vit sous assistance financière des États-Unis sans menacer les intérêts américains dans la région ✱

SAMI ABADA

UNE VIEILLE OBSESSION AMÉRICAINE

En septembre dernier, les archives de la sécurité américaine ont déclassifié et rendu publique une série de documents montrant comment, en 1991, les États-Unis ont réclamé un coup de main de la Chine sur le dossier du nucléaire algérien. Objectif : faire pression sur Alger afin qu'elle adhère au traité de non-prolifération nucléaire. Les Américains y sont tout de même allés mollo car ils n'avaient pas tous acquis (notamment le Département d'État) la conviction que l'Algérie avait lancé un programme d'acquisition de la bombe atomique.

C'est un article paru dans le *Washington Times* en avril 1991 qui a mis le feu aux poudres. Intitulé « La Chine aide l'Algérie à développer des armes nucléaires », il mentionnait que Pékin aidait le gouvernement algérien à construire un réacteur susceptible de servir à fabriquer des armes près du village d'Aïn Oussera. On y apprenait en outre que les Algériens avaient installé une batterie de missiles anti-aériens dans les environs. Toujours est-il que sur pression du Congrès, l'administration de Bush père a dû s'atteler plus tôt que prévu à ce problème. Des envoyés secrets ont alors été dépêchés à Alger et Pékin.

Il a finalement été convenu avec les États-Unis que le réacteur algérien serait soumis à des inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique ✱

LA P. E.

À LIRE AVEC PASSION SUR BAKCHICH.INFO

✎ Ben Barka, passager clandestin du voyage de Sarko au Maroc

✎ L'affaire Ben Barka dissoute dans la pellicule, une tribune de Joseph Tual

BRÈVES & CAUCHEMARS

COUSSERAN PAR CI...

Bernard Kouchner veut garder la main (française) sur le Liban. Dans la foulée de sa visite officielle au pays du Cèdre le 20 octobre où, Europe oblige, il était flanqué de ses homologues espagnols et italiens, le ministre y a renvoyé cette semaine son négociateur officieux : l'ambassadeur et ex-patron de la DGSE Jean-Claude Cousseran. Sa mission ? Consolider le rôle de médiateur en chef de la France et terminer le travail. Le report in extremis des élections présidentielles au 12 novembre laisse une ultime chance aux deux camps qui s'opposent au Liban (le pro-occidental et le pro-syrien) de s'entendre sur un candidat. Et d'éviter le scénario catastrophe d'une division du pays en deux états. Kouchner y croit et veut enfoncer le clou, au point de demander à son envoyé spécial de rouvrir le dialogue avec la Syrie où Cousseran tentera également de se rendre ✱

...COUSSERAN PAS LÀ

Donné pourtant favori, Jean-Claude Cousseran a été écarté de la candidature à la présidence de la SOFRESA, un office d'armement spécialisé sur l'Arabie Saoudite. L'ex-patron de la DGSE, spécialiste du monde arabe paie son statut d'homme de gauche. Les actionnaires de la SOFRESA ont désormais le choix entre deux autres candidats plus « politiquement corrects » et moins enclins à réformer le système aussi opaque que coûteux de cette structure : l'ancien dircab de l'ex-Ministre de la Défense, Alain Richard, Dominique de Combles de Nayves, et surtout Jérôme Paolini, un proche de François Fillon ✱

CIVILITÉS NUCLÉAIRES

Comme l'a annoncé le site web toutsurlalgerie.com, la France veut toujours aider l'Algérie à se doter de la technologie nucléaire à des fins civiles. Le secrétaire d'État français chargé des Entreprises et du Commerce extérieur, Hervé Novelli, a renouvelé la proposition aux Algériens en ces termes : « nous sommes disponibles à aider l'Algérie dans le nucléaire civil. Nous attendons des propositions de la part des autorités algériennes ». Déjà, en pleine campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy avait proposé une aide française dans ce domaine en l'échange d'une alliance stratégique entre le géant algérien Sonatrach et Gaz de France. Une offre alors repoussée par les dirigeants algériens. Si ceux-ci (re)prennent acte des doléances françaises, ils ne se privent pas pour faire jouer la concurrence. L'Algérie a en effet signé un protocole d'accord sur le nucléaire avec les États-Unis. La Chine est également sur les rangs et le ministre algérien de l'Énergie et des Mines (porte d'entrée du business en Algérie et pas seulement pétrolier) s'est récemment rendu en Afrique du Sud ✱

L'agenda off de Sarko I^{er} au Maroc

DIPLOMATIE SPEEDY SARKO A MENÉ TAMBOUR BATTANT SA VISITE OFFICIELLE DE TROIS JOURS AU ROYAUME ENCHANTÉ DU MAROC.

LUNDI 22 OCTOBRE

L'avion de Nicolas Sarkozy se pose à l'aéroport de Marrakech où le roi Mohammed VI et son frère Moulay Rachid l'attendent de pied ferme. Le programme est chargé : à 17h15 pétantes, les deux chefs d'État doivent pénétrer dans le Palais royal où se tiendra la cérémonie officielle d'accueil. À 18h30, une audience est prévue avec le Premier ministre marocain Abbas el Fassi puis, à 20h30, le président français doit dîner en famille et en privé avec le souverain chérifien. Avant le début des festivités, le bon président Sarko a tout de même le temps de serrer la main des serveurs du Trône alaouite. Parmi eux, le général Hosni Benslimane. On frôle le couac : quelques minutes plus tard, France 3 révèle que le puissant patron de la gendarmerie royale est visé par un mandat d'arrêt international dans le cadre de la disparition de Mehdi Ben Barka...

Au final, ni l'entrevue avec le Premier ministre ni le dîner en famille avec M6 n'auront eu lieu, ce dernier ayant été remplacé par une petite réception. Deux jours plus tard, Nicolas Sarkozy expliquera qu'il avait « mal à la gorge » et que « Bernard (Kouchner) [lui] a donné des antibiotiques ». Tout rapprochement avec Cécilia se faisant porter pâle chez les Bush pour cause d'angine blanche est fortuit.

MARDI 23 OCTOBRE

Là encore, programme chargé pour l'ami Sarko qui est attendu à Rabat pour prononcer un discours au Parlement puis à Tanger pour une seconde allocution sur son projet d'Union Méditerranéenne. Après les révélations liées à l'affaire Ben Barka, les Marocains ne décolèrent pas. Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Taïeb Fassi Fihri, n'hésite pas à s'en prendre à la justice française en des

termes peu diplomatiques : « ces mandats d'arrêts sont contraires aux accords de coopération judiciaire entre la France et le Maroc. Cela n'avait pas à être rendu public. C'est le juge (Ramaël) qui l'a dit à la presse. Son but était de faire d'une pierre trois coups : il visait Nicolas Sarkozy, Rachida Dati et a voulu gâcher la fête. C'est scabreux. C'est une manœuvre de ce juge qui n'en est pas à son premier coup » dira-t-il en substance. Shocking ! De son côté, le président français affirmera plus tard que Sa Majesté Mohammed VI (SMM6) ne lui a « même pas parlé » de l'affaire Ben Barka.

Quant à l'Union Méditerranéenne, le beau discours de Nicolas Sarkozy ne semble guère avoir convaincu Mohammed VI qui préfère que la France lui négocie un « statut avancé » avec... l'Union

zy, Rachida Dati et a voulu gâcher la fête. C'est scabreux. C'est une manœuvre de ce juge qui n'en est pas à son premier coup » dira-t-il en substance. Shocking ! De son côté, le président français affirmera plus tard que Sa Majesté Mohammed VI (SMM6) ne lui a « même pas parlé » de l'affaire Ben Barka.

Côté discours, Nicolas Sarkozy souhaite que le plan d'autonomie marocain pour le Sahara occidental soit « couronné de

succès » après l'avoir qualifié de « sérieux ». Il rappelle aussi qu'en 1991, il s'est rendu à Lâayoune, la capitale de ce territoire annexé par le Maroc et contesté par le Front Polisario. Ces déclarations font frémir de colère Alger qui sponsorise le Polisario. Le Medef et les industriels français qui piaffent pour décrocher des contrats dans le nouvel El Dorado algérien (tramways, centrales électriques, privatisations de banques...) apprécieront la plaisanterie. Quant à l'Union Méditerranéenne, le beau discours de Nicolas Sarkozy ne semble guère avoir convaincu Mohammed VI qui préfère que la France lui négocie un « statut avancé » avec... l'Union Européenne. Le souverain, réputé pour ses caprices, s'est tout de même dit prêt à examiner les contours de l'autre Union. On respire...

MERCREDI 24 OCTOBRE

Visiblement guéri de son « mal de gorge », Nicolas Sarkozy fait son footing avec le champion du monde du 1 500 mètres, Hicham El Guerrouj, l'un de ses « héros » avant de rencontrer les médias. Les pauvres piaffaient : c'est le premier briefing

que leur concède le président français. Il tancera au passage la coquinette Ruth Elkrief (BFM TV) coupable, la vilaine, d'avoir tenté de le lancer sur son divorce avant de rassurer tout le monde : « je suis arrivé un peu fatigué au Maroc, je repars en pleine forme ». Sans oublier de vanter les mérites du « beau ciel bleu » marocain. Un discours que ne renierait pas Jacques Chirac. Besitos... *

LA PRINCESSE ENCHANTÉE



Imed, le jet-setteur

TUNISIE/SÉRIE/5 SUITE DES AVENTURES DU CLAN **TRABELSI**, LA FAMILLE DE LA PREMIÈRE DAME LEÏLA, À L'ASSAUT DES RICHESSES DE LA TUNISIE. APRÈS **BELHASSEN**, LE CHEF DU GANG, **LEÏLA** LA MATRONE ET LE DUTY FREE DU NEVEU **SOUFIANE**, VOICI VENU LE TOUR D'**IMED**, GRAND AMATEUR DE YACHTS VOLÉS.

Officiellement, Imed Trabelsi est le fils de Moncef Trabelsi, frère aîné de Leïla Ben Ali. Ceux qui savent soutiennent qu'il n'est pas le neveu de la pharaonne Leïla 1^{ère} mais son propre fils issu d'un autre lit. Méfiance toutefois ! L'affaire est sensible. La journaliste Sihem Bensedrine peut en témoigner : elle a été embastillée trois mois dans les geôles tunisiennes pour avoir ouvert cette boîte de Pandore et ne doit sa libération qu'aux pressions internationales exercées sur le régime du général-président-à-vie Ben Ali.

Cet imbroglio familial n'empêche pas pour autant le rejeton Trabelsi de mener ses affaires comme il l'entend. Tous les jours, à 8 heures pétantes, il téléphone à plusieurs chefs d'entreprise et leur dit en substance : « je suis le gendre du président Ben Ali. Il va effectuer un déplacement vers chez vous. Je vous propose un abonnement de 3 000 dinars (2 000 euros) pour préparer les banderoles. Je vous envoie tout de suite quelqu'un chercher le chèque. » Que l'on se rassure, les PDG en question ont fini par refuser de prendre en ligne Imed qui se défoule depuis sur leurs secrétaires. Autre épisode de la vie du rejeton Trabelsi qui en dit long sur ses mœurs : celui du Manhattan. Aaah, le Manhattan... Pour fêter l'anniversaire de sa fille, le consul des Etats-Unis à Tunis



ceci près que, depuis qu'Imed a détourné le yacht du Pdg de la banque Lazard, il circule sous un faux nom, muni d'un faux passeport. Alors en poste, le président Chirac avait mis un point d'honneur à ce que le bateau soit restitué à son propriétaire, un ami. Mais ce fût là bien la seule représsaille française à l'encontre du rejeton Trabelsi ✱

GARI JOHN

Chamailleries atomiques

ALGÉRIE/LIBYE ALGER ET TRIPOLI SE DISPUTENT DES COULOIRS FRONTALIERS RICHES EN **URANIUM**... ET LES NIGÉRIENS ENTRENT DANS LA DANSE.

Officiellement, l'Algérie et la Libye entretiennent des relations confraternelles. Officieusement, il n'en est rien. Les responsables algériens se plaignent devant tous leurs homologues maghrébins du comportement des dirigeants libyens. En cause : ceux-ci revendiquent des couloirs frontaliers qui, selon Alger, ne leur appartiennent pas. Ce à quoi les dirigeants de la Jamahiriya rétorquent posséder des cartes et documents prouvant que le découpage colonial a annexé ces parties « libyennes » à l'Algérie. Les deux pays n'ayant nullement besoin d'agrandir leur territoire, le problème

est évidemment ailleurs : ces couloirs frontaliers regorgent d'affriolantes richesses naturelles, notamment de l'uranium en grandes quantités... Et tous les coups sont permis ! Pour faire pencher

Alger a stratégiquement recours à la rébellion touarègue et au pouvoir nigérien pour contrecarrer la poussée libyenne tandis que Tripoli a rallié la France et la société Areva

la balance en leur faveur, de hauts responsables algériens ont informé des représentants du géant russe Gazprom de l'existence de ces richesses, sans oublier de mentionner les litiges avec

Tripoli. Pour Alger, il est plus que temps d'avancer ses pions et de contraindre la Libye à renoncer à un nouveau tracé des frontières. De leur côté, les Libyens serinent que si l'Algérie reste sourde à leurs revendications, c'est bien parce que les enjeux économiques sont énormes. Et tac !

Encore discret, ce bras de fer entre les deux puissances pétrolières maghrébines commence toutefois à déteindre sur le voisin nigérien. Encore pour des histoires d'uranium... Alger a stratégiquement recours à la rébellion touarègue et au pouvoir nigérien pour contrecarrer la poussée libyenne tandis que Tripoli a rallié la France et la société Areva. Résultat, les Algériens se tournent maintenant vers les Russes

après que les Américains ont fait savoir qu'ils préféreraient rester à l'écart de ce conflit larvé. Pour le moment.

Ces chamaillades n'ont, par contre, pas échappé aux industriels de l'armement qui se bousculent aux portillons algérien et libyen ✱

KADER ATOUM

Quand Papa Bongo fait l'aumône à Bourgi

HÉROS MODERNE TROISIÈME ÉPISODE DE LA **SAGA ÉPISTOLAIRE** DE ROBERT BOURGI, INTERMÉDIAIRE EN FRANÇAFRIQUE. CETTE FOIS À LA CLÉ : UNE BELLE LEÇON DE GRATTAGE DE **GRISBI**.

Tâche peu enviable et diablement ardue que celle de « missi dominici » en Afrique. Et particulièrement auprès du président gabonais, Omar Bongo. Heureusement, la lettre envoyée par Robert Bourgi, au « Mollah Omar » le 8 mars 1994 a été exhumée de ses cartons par Bakchich. Un modèle du genre pour tous les apprentis « messieurs bonnes oeuvres », avides comme Bourgi, de jouer les entremetteurs entre les potentats africains et le pouvoir français. En voici la recette : d'abord, adopter un ton doucereux. Pour Bongo, Bourgi, l'héritier auto-proclamé des réseaux Foccart¹, a sa petite touche : toujours commencer une missive par « Bonjour Papa ».

Surtout, ne pas embrayer sur une seconde remarque acidulée. Au contraire, montrer que l'on travaille bien, que l'on possède de jolis réseaux, si possible dans les services secrets français et, bien entendu, se mettre en scène. En

Bourgi dans le texte cela donne : « je vous ai envoyé hier par fax un projet de lettre pour le préfet Jacques Dewaetre (patron de la DGSE) dans laquelle vous lui demanderiez de dépêcher auprès de vous son collaborateur l'ambassadeur Guy Azaïs (directeur stratégie de la DGSE) (...) J'irai, bien entendu, avec M. Azaïs à Libreville ». Ensuite, pour les orfèvres, en rajouter une petite couche, en vantant ses liens étroits avec les collègues-présidents africains. « J'ai eu Pascal Lissouba² (alors Président du Congo-Brazzaville, Ndlr) et je lui ai confié que vous m'aviez demandé de lui prêter mon concours pendant son séjour. En outre je lui ai dit que vous l'aviez toujours défendu auprès des autorités françaises. Il a été ravi et rassuré ».

En figelage, faire miroiter des lendemains qui chantent. « Nous allons prochainement nous retrouver en Afrique du Sud pour revenir avec les financiers sud-africains au Gabon ». Après de si beaux

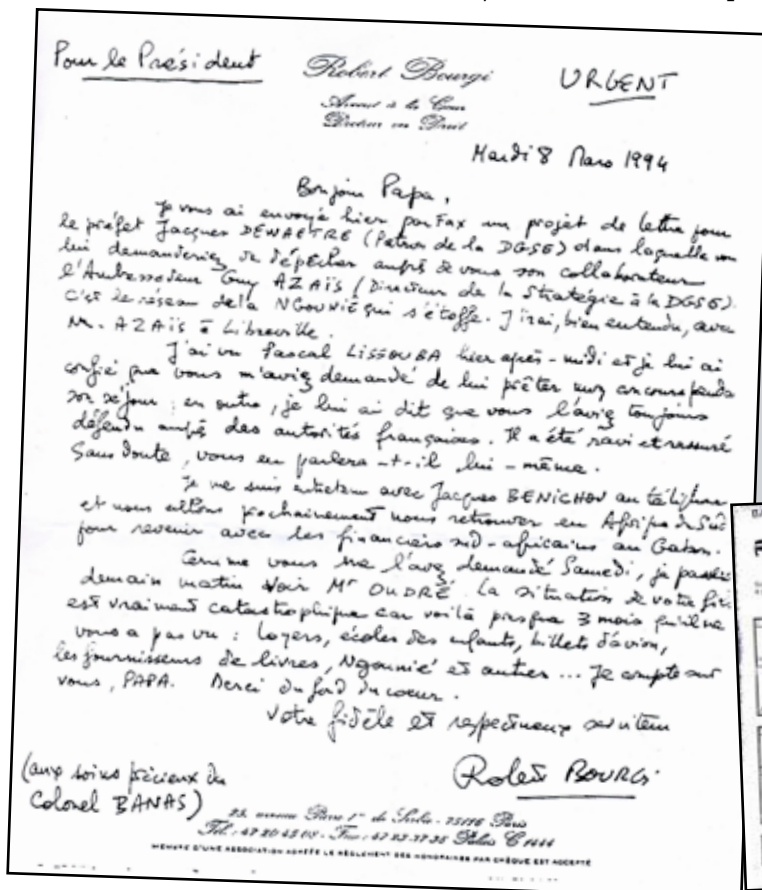
états de service alignés, arrive l'instant crucial de la missive. Car il s'agit de gratter du grisbi. Et force est de reconnaître, qu'en la matière, Bourgi est un maître. Discrètement le vieux libanais amène le sujet. « Je passerai demain voir M. Oudré ». En fait, Pierre Houdray, directeur général de la mythique Fiba, banque française intercontinentale depuis disparue, et détenue par Omar Bongo et le pétrolier Elf.

Arrivée là, la plume ne doit s'effrayer d'être trop empressée. Démarre la véritable ode de Bourgi à « Papa » Bongo. « La situation de votre fils (lui-même) est vraiment catastrophique, car voilà trois mois qu'il ne vous a pas vu ». Que c'est mignon l'amour d'un fils pour son géniteur. Et le gentil Robert d'enchaîner. « Loyers, écoles des enfants, billets d'avions, fournisseurs de livres (...) Je compte sur vous Papa, merci du fond du cœur, votre fidèle et respectueux serviteur, Robert Bourgi ».

Du bel œuvre qui mérite un bonbon, en forme de virement bancaire. En cette belle année 1994, Robert y a peut-être eu droit. Bakchich a en tout cas retrouvé un joli bordereau émanant de la Fiba, daté du 30 septembre 1998. Un transfert de 50 millions de francs CFA (75000 euros), du compte n°380381123/2 de la présidence gabonaise vers la cagnotte de M. R. Bourgi. Le bon Mollah Omar sait récompenser les valeureux ✱

XAVIER MONNIER

1. L'homme qui créa les réseaux franco-africains sous De Gaulle
2. Qui sera détrôné par Denis Sassou-Nguesso... beau-père d'Omar Bongo



La lettre à Bongo et le bordereau de la Fiba (pleinement lisibles sur bakchich.info)

«C'est de ne vouloir pas assez aimer que nous mourons»

CHRONIQUE À LIRE, À LIRE, À LIRE, JAMBON À CORNES !

Coucou les loulous et les louloutes. Les craquants sacripants de *Bakchich* me convient à vous recommander chaque semaine dans leur canard des lectures foutrement éperonnantes faisant la nique dans les registres les plus divers aux saloperies trônantes et aux best-sellers crétiens. Pour ouvrir le feu, j'attire votre attention sur quelques parutions récentes axées autour du complot situationniste.

Correspondance de Guy Debord, tome 6 (Fayard) : Les drôles de coulisses de l'épopée de la révolte pimentée dans la France et l'Italie de 1979 à 1987 avec quelques protagonistes inattendus comme le chanteur Renaud, le hors-la-loi Mesrine, le cinéaste gitan Tony Gatlif. Et avec les débuts-surprises de Debord dans la loufoquerie olé-olé référentielle : *Le Putassier Potemkine*, *La Chatte sur un doigt brûlant*, *Quai des burnes*, *Touche-moi au grisbi*.

Une dette (Deleuze, Duras, Debord) d'Emmanuel Loi (Seuil) : Transmises par



Le «tueur à gags» des «brigades pâtisseries», l'entarteur Noël Godin lui-même, a accepté de vous faire profiter, chers bakchichiens, de ses délicates lectures. Savourez donc.

un des derniers familiers de Debord, le braqueur de banques de charme Emmanuel Loi, de fort savoureuses et fort secouantes histoires sur le sens de l'hospitalité envoûtant et sur les ivresses lucides du grand agitateur désabusé.

Extrêmes gauches : la tentation de la réforme de Christophe Bourseiller (Textuel) : Par l'excellent auteur « en marge de la marge » de *Vie et mort* de

Debord (Plon + Pocket), une analyse implacable de la fossilisation réformiste des courants mao-trotskards misant sur l'apparition d'une post-extrême-gauche altermondialiste tentant de réconcilier la passion du complot subversif collectif avec le goût de la jouissance individuelle.

Peter Ibbetson de George du Maurier (L'Or des fous) : Postfacée par l'autre détonateur-clé dégingandé des événements de mai 68, Raoul Vaneigem, la réédition du chef-d'œuvre du roman d'amour fou niquant tous les obstacles, y compris la mort, porté à l'écran par Henry Hathaway. « *C'est de ne vouloir pas assez aimer que nous mourons* ».

Orwell ou l'horreur de la politique de Simon Leys (Plon) : La ressortie, 23 ans plus tard, d'un remarquable essai sans concession d'un des compagnons de route, plutôt que de déroutés, des situs historiques qui fit scandale en 1971 en démontrant que Mao n'était qu'un sorde despote stalinoïde.

NOËL GODIN

J'étais à Paris lors de la fameuse semaine noire et je suis bien content d'être rentré à Abidjan pour préparer le jamboree, début décembre, des journalistes de langue française. Il est bon, pour la Côte d'Ivoire que cette presse francophone internationale vienne nous voir, notamment à Bouaké. Peut-être observeront-ils que le tandem Gbagbo-Soro est plus efficient que la présidence Sarko-Fillon. La conseillère politique Catherine Pégard (sic) pourrait produire une thèse sur la question, en attendant que prochainement sa compatriote du Havre Mme Lagarde devienne Premier Ministre.

Le jeudi noir à Paris a montré les limites des méthodes du Kaiser SarkoO. Grève générale, bordel innommable dans les transports publics, pas de service minimum malgré les promesses de Guéant, Cécilia et Nicolas pendant la campagne. Le pire, semble-t-il chez nos cousins gaulois est l'incroyable augmentation de tous les prix, du carburant bien sûr, mais surtout de l'alimentation. Pendant que les Lagardère, Parisot et Gautier-Sauvagnac, Lapasset et Laporte semblent s'en donner à cœur joie dans le genre « enrichissez-vous et vive la vie » ! les Françaises et les Français rament, galèrent, et vont même jusqu'à se suicider au travail, tel de vulgaires fous matérialistes japonais. Alors bien sûr, rugby perdu contre Argentins et Anglais, y'en a pas très bon pour le douanier Lapasset, boss de la Fédération Française de Rugby,

comme disait Fernand Raynaud « J'suis pas un imbécile puisque je suis douanier... » Nous Africains, nous sommes fiers des sublimes victoires remportées par les Springboks, même si nous saluons le courage, l'abnégation et la belle solidarité du Team de la Rose, devant les princes Harry et William. Quel bonheur que cette coupe soit en Afrique !

Malheureusement puisque j'étais dans la capitale gauloise ce jeudi noir où tout le monde allait à pieds et à vélo au milieu des embouteillages inextricables, genre Baupin-Delanoë-Cotonou, vous imaginez dans quelle mouise nous avons appris la consternante nouvelle du divorce du Kaiser SarkoO et de l'Impératrice Céci : bonne chance petit Louis ! A l'inverse, le bonheur du Président Thabo Mbeki, porté en triomphe par les joueurs

sud-africains vainqueurs au stade de France, fut une joie afro-française immense. Cela venge les peuples africains des immondes turpitudes que les téléspectateurs de Canal+ ont pu tristement comprendre en regardant les prédateurs effroyables le Floch, Alfred, Tarallo, Dédé la Sardine, Grand JacqO, voyou Sassou, comique Lissouba, minus-Bongo... Beurk !

S.A.R LE PRINCE POKOU

PS : Vive l'Afrique nouvelle, vive le Congo libre !

PS(2) : les Nobel ont préféré Al Gore à Al Légère plus musclé dans sa démolition de la Royal, que du développement durable.

LE PRINCE POKOU
CHRONIQUE

Cap-Sud

«Des jouets dans la gueule des états»

DIPLOMATIE L'UN DES AVOCATS DES INFIRMIÈRES BULGARES DÉCRYPTE LEUR LIBÉRATION COMME UN JEU D'ÉCHIQUIER DIPLOMATIQUE.

Le 17 octobre dernier se réunissait pour la première fois la commission chargée d'enquêter sur les éventuelles contreparties du colonel Kadhafi obtenues par le sieur Sarkozy en échange de la libération des infirmières bulgares et du médecin palestinien. Y a été défini le calendrier des séances futures, et précisé que pour le moment, il n'était pas question d'ennuyer l'ex-couple présidentiel avec cette histoire... Autre bizarrerie : dans cette commission, l'UMP est largement majoritaire, avec 17 membres sur 30. L'on entend déjà siffler les langues de vipère. Mais ne vous méprenez pas, dans cette affaire, la transparence sera assurée. Et elle l'est déjà, de bout en bout. Enfin pas tout à fait, à en croire le contenu du livre d'un des avocats des infirmières, Emmanuel Altit, *Dans les geôles de Kadhafi*. (L'opus est paru le 18 octobre aux éditions Jean-Claude Gawsewitch). Dès les premières pages, l'auteur annonce la couleur : « Je dirai ce qui s'est

joué là, sur fond de diplomatie internationale, du pétrole et de vente d'armes : nos clientes n'étaient que des pions, je veux montrer tout l'échiquier » (p. 11). La Libye a en effet deux atouts qui semblent intéresser beaucoup ses voisins occidentaux. D'une part, sa Fortune

« Nos clientes n'étaient que des pions, je veux montrer tout l'échiquier »

Emmanuel Altit

la plus précieuse, l'or noir (le pays est assis sur les onzièmes réserves mondiales de pétrole). Sur ce plan-là, les « anglo-saxons » ont été les plus rapides que les Sarkozy. « *Lorsqu'il prendra la présidence de l'Europe pour six mois (c'était en juin dernier), Tony Blair ira voir le leader libyen et reviendra avec, en poche, le plus gros contrat pétrolier jamais signé* ». D'autre part, sa position géostratégique. Aussi, pour Emmanuel Altit, « *L'État libyen, redevenu présentable, espère pouvoir lui (l'Union européenne) vendre tout*

et n'importe quoi. En retour, elle attend de lui qu'il freine l'immigration sauvage des populations africaines et combatte le terrorisme islamique » : la Libye pièce maîtresse dans « *le projet sarkozien d'Union méditerranéenne* » (p. 124)

Et puis il y a le nucléaire. Kadhafi le réclame depuis si longtemps... La France s'est donc engagée à « *lui fournir sa première centrale atomique* » (p. 234). Et encore l'armement. Là, l'affaire est d'ores et déjà dans la poche ; l'« *Accord de coopération dans le domaine de la défense et du partenariat industriel* » entre le pays du Guide et l'hexagone a été publié au *Journal Officiel* le 10 octobre. Des accords se concluent avec le « Diable », six corps sont torturés des années durant, quatre cent enfants sont presque morts ou déjà enterrés ? L'essentiel est ailleurs. « *Toutes et tous, nous sommes et restons potentiellement de simples jouets dans la gueule des états.* » (p. 245) *

ANAËLLE VERZAUX

«Col Blanc», la crise en noir et blanc

ROMAN GRAPHIQUE LA CRISE DE 1929 À TRAVERS L'ITINÉRAIRE D'UN PUBLICITAIRE DÉCHU. UN RÉCIT MAGISTRAL EN 168 **LINOGRAVURES**

Pendant la crise de 29, un « col blanc », graphiste dans la publicité plein d'ambition, perd son boulot. Les factures s'accumulent, sa femme est enceinte, ils perdent leur maison... mais bientôt, l'homme retrouve un emploi. Au même moment, il découvre le syndicalisme et s'y intéresse; dénoncé par un collègue, il est viré.

Tract publicitaire du CIO, le plus grand syndicat américain de l'époque, *Col blanc*, republié aujourd'hui aux éditions Zones*, est un des tout premiers romans graphiques américains. Une succession de 168 linogravures qui se lisent à la fois pour elles-mêmes et comme étapes d'un récit en images. La carte à gratter (un dessin gravé en négatif) crée une matière fascinante et l'incursion d'images oniriques (cf ci-contre) traduit habilement la décomposition de l'univers du « héros ». Celui de l'auteur, Giacomo Patri, immigré italien alors fraîchement converti au syndicalisme, qui tente alors, peut être un peu naïvement (voir la dernière planche) d'apporter sa pierre à la grande cause de l'unité des travailleurs. S'il n'a pas tout à fait atteint cette première ambition, il décrit une réalité qui, si l'on se réfère à la crise récente de l'immobilier américain, n'a pas vraiment disparu avec le New Deal *

G. B.

*Les éditions Zones, tout juste lancées par La Découverte proposent conjointement leurs ouvrages au format classique et en ligne, l'accès à cette dernière version étant totalement gratuit. www.editions-zones.fr



Procès Colonna : le scoop que le bon Samari tint

JUSTICE/PRESSE LE JOURNALISTE LAÏD SAMARI, DRAGUAIT LES COLONNA POUR OBTENIR LA LETTRE DE JUSTIFICATION DE LEUR FUGITIF DE FILS...

L n'y a pas que les oreilles des flics qui risquent de siffler à l'ouverture prochaine du procès Colonna. Certains journalistes vont également se faire un peu secouer à l'audience. Si les avocats du meurtrier présumé du préfet Erignac comptent en effet mettre en cause les méthodes d'investigation particulières de la police anti-terroriste, les juges d'instruction, ont eux déjà mis sur la sellette les procédés pour le moins curieux de certains plumitifs, au premier rang duquel se distingue particulièrement Laïd Samari, le journaliste-vedette de *l'Est Républicain*.

Le 3 janvier 2001, Samari avait été le premier à publier la lettre de justification écrite par Colonna depuis sa cavale dans le maquis corse. Et ce avant même que la feuille nationaliste *U Ribombu*, destinataire du courrier du fugitif, ne l'ait réellement authentifié. Comment Laïd Samari a-t-il eu connaissance avant tout le monde de la seule manifestation écrite de Colonna pendant toute sa cavale, se demande en substance la juge anti-terroriste Laurence Le Vert dans l'épais acte d'accusation qui servira de base au procès, dès le 12 novembre prochain ? Comme le révèlent les écoutes téléphoniques versées au dossier, le scoop a en fait été le fruit de plusieurs mois de cour particulièrement assidu du clan Colonna par Samari. Une cour agrémentée

au demeurant de quelques flagrantes contre-vérités.

Premier temps, Samari témoigne en décembre 1999 devant une commission d'enquête parlementaire sur la sécurité en Corse où il démolit les investigations policières en Corse. À la grande joie du clan Colonna qui verse même, comme une grande victoire, l'audition du journaliste au dossier judiciaire sur le meurtre du préfet. « *Laïd Samari soucieux d'obtenir à tout prix l'exclusivité d'une interview d'Yvan Colonna souhaitait s'attirer les faveurs des proches du fugitif* », analyse aujourd'hui la juge Le Vert en remarquant les incohérences des propos de Samari devant les députés.

La star de *l'Est Républicain* continue sa drague effrénée, cette fois-ci à destina-

Comment Laïd Samari a-t-il eu connaissance avant tout le monde de la seule manifestation écrite de Colonna pendant toute sa cavale, se demande en substance la juge anti-terroriste

tion du père du fugitif, l'ancien député socialiste Jean-Hugues Colonna. Selon les écoutes téléphoniques, Samari échauffe à son intention « *quelques théories fantaisistes sur l'existence d'un "cagoulard" "tueur à gages" inconnu de tous les membres du commando, arrivé au dernier moment et chargé par de mystérieux commanditaires d'abattre le préfet* »... Des calembredaines auxquelles il ne croit sans doute pas. Mais tout est bon pour amadouer le clan Colonna, y compris lui faire croire que le « *patriote recherché* » pourrait bien être innocent. Le prix du scoop sans doute. Et en la matière, Samari sait exactement ce qu'il veut : « *Pourquoi Yvan n'écrit pas ?* », lance-t-il à plusieurs reprises dans une conversation téléphonique avec le clan corse le 7 novembre 2000. « *Plus le temps passe, moins je comprends l'attitude de votre fils, insiste-il encore. On ne peut pas laisser entendre qu'on est pas responsable de la mort du préfet et ne pas s'expliquer* ». Deux mois plus tard, Laïd Samari avait son scoop, en publiant la lettre d'Yvan Colonna. Belle leçon de journalisme d'abnégation ! *

FRED LONAH

(J-7) La fraîche nous intéresse

Né il y a un an avec trois queues de cerises et beaucoup de café, *Bakchich* a trouvé une place dans le paysage du net : autour de 20 000 visiteurs uniques par jour, quelque 10 000 PDF (« l'hebdo » du vendredi que vous avez entre les mains) consultés chaque semaine, une équipe de trois permanents et une reconnaissance de nos confrères... Dans une enquête sur la galaxie du net consacrée à l'info, le forcément excellent magazine *Télérama* (n°3010, 22/09) nous identifiait comme « le plus enquêteur » de ces nouveaux venus. Reste à trouver un équilibre économique, assumé pour l'instant par quelques amis et mécènes. La modicité du budget de *Bakchich* rend cet objectif atteignable. Deux sources de revenus, comme toujours dans la presse : la publicité et le public. Les recettes publicitaires, hélas, n'ont pas encore basculé sur le net, comme aux États-Unis. Il faut au moins un million de visiteurs par mois pour commencer à toucher quelques sous... Nous sommes à 500 000... Deuxième cible, les internautes... À partir du 2 novembre, l'accès en ligne de l'hebdo du vendredi, et seulement lui, sera payant (2 euros par numéro, 50 euros par an). D'ores et déjà, 200 aficionados se sont abonnés alors que l'accès est totalement gratuit... merci à eux... et merci d'avance à tous nos amis qui comprendront qu'une presse indépendante a un coût... *

L'ÉQUIPE DE BAKCHICH

S'ABONNER, UN GESTE D'AMOUR

Pour recevoir chaque semaine votre journal préféré dans son somptueux papier que les imprimeurs du monde entier nous envient, rendez-vous sur notre site Internet pour souscrire en ligne ou remplissez le bulletin suivant, que vous enverrez à l'adresse indiquée.

NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE :

☐ Un an / 100 euros ☐ 6 mois / 60 euros
☐ 3 mois / 35 euros
☐ Soutien (un an) / beaucoup plus

Remarques pertinentes :

Bakchich c/Kino | 133 avenue Jean Jaurès, 75019 Paris

Bakchich est gaiement imprimé chez CopyTop, (18 rue du fbg Poissonnière, 75009)

**PROCHAIN
NUMÉRO
LE 2 NOVEMBRE**

UN FAUNE DOUTE



WWW.BAKCHICH.INFO